



La régulation économique outre-mer

Le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, a présenté en Conseil des ministres du 5 septembre 2012 le projet de loi relatif à la régulation économique outre-mer. Ce texte vise à améliorer le fonctionnement de la concurrence dans les Outre-mer afin de lutter contre la vie chère. Il permet au gouvernement de prendre par décret des mesures de régulation des marchés de gros et de la chaîne logistique, y compris pour le fret, pour recréer les conditions d'une véritable concurrence sur les marchés de détail, afin de défendre l'intérêt des consommateurs. Il crée, pour les Outre-mer, une nouvelle infraction de concurrence destinée à réprimer les accords exclusifs d'importation, sauf lorsque l'opérateur pourra démontrer que cet accord est le seul moyen de faire bénéficier les consommateurs d'une économie de coût effective et véritable. Il permet aux collectivités territoriales de saisir l'Autorité de la concurrence pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles dans leurs territoires respectifs. Il abaisse le seuil pour le contrôle des concentrations dans le commerce de détail en outre-mer, ce qui permettra de contrôler la plupart des opérations portant sur des surfaces de vente supérieures à 600 m². Dans le secteur de la grande distribution Outre-mer, il dote l'Autorité de la concurrence du pouvoir d'adresser aux opérateurs des « injonctions structurelles ».

Le texte comprend par ailleurs diverses dispositions relatives à l'outre-mer. Il dispense notamment les collectivités territoriales des départements d'outre-mer, de Mayotte, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, de la participation minimale prévue par le code général des collectivités territoriales, au financement des projets dont elles assurent la maîtrise d'ouvrage.

Le ministre a souligné que l'élaboration de ce texte a fait l'objet d'une vaste concertation ; concertation qui se poursuivra, notamment sous l'égide des préfets dans les différents territoires, jusqu'au début de la discussion parlementaire.

Le texte a été déposé le jour au Sénat où il sera examiné lors de la session extraordinaire à partir du 26 septembre 2012. Il sera discuté selon la procédure d'urgence par chaque assemblée.

Le texte est disponible sur : <http://www.senat.fr/leg/pj111-751.pdf>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Banque centrale européenne

Lors de sa réunion du 6 septembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de laisser ses taux d'intérêt directeurs inchangés. Par ailleurs, il a pris la décision de créer un nouveau programme de rachat, sans limite de montant, de dette à court terme sur le marché secondaire des obligations souveraines de la zone euro. Dénommé *Outright Monetary Transactions* -OMT- (en français : « Opérations monétaires en prise ferme »), ce programme de soutien vise « à traiter les graves perturbations affectant les marchés des obligations d'État qui proviennent, en particulier, de craintes infondées sur la réversibilité de l'euro », afin de préserver une transmission appropriée de la politique monétaire ainsi que l'unicité de la politique monétaire dans la zone euro. Il est assorti d'une stricte conditionnalité liée à la mise en place d'un programme du Fonds Européen de stabilité financière (FES) et à la participation du FMI. Parallèlement, le Conseil des gouverneurs a adopté des mesures destinées à assurer la disponibilité de garanties suffisantes dans le cadre des opérations de refinancement de l'Eurosystème.

M. Draghi, Président de la BCE, a souligné lors de sa conférence de presse que « les indicateurs économiques font état d'une faiblesse persistante de l'activité économique sur le reste de l'année 2012, dans un contexte d'incertitude accrue. Au-delà du court terme, nous nous attendons à un redressement seulement très progressif de l'économie de la zone euro. (...) Les risques pesant sur les perspectives économiques de la zone euro sont considérés comme orientés à la baisse. Ils sont notamment liés aux tensions sur plusieurs marchés financiers de la zone euro et à leurs répercussions potentielles sur l'activité économique de la zone. (...) Les perspectives d'évolution des prix demeurent globalement équilibrées à moyen terme. »

Lutte contre le blanchiment

En 2011, Tracfin a reçu plus de 24 000 informations, en hausse de 19 % par rapport à 2010 et effectué 26 091 actes d'investigations (+72,6 %). Le Service a transmis 1 064 (+20 %) signalements dont 495 à l'autorité judiciaire dont 12 aux tribunaux des DOM. Tracfin met en évidence les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme liés à certains types d'opérations et de secteurs d'activité, notamment les sociétés de sécurité, le secteur de la restauration rapide, le marché de l'art ou les sociétés de formation professionnelle. Le rapport est disponible en téléchargement sur :

http://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/tracfin/Publications/rapports_activite/RAVFTracfin_09082012.pdf

Épargne réglementée

Le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, a présenté en Conseil des ministres du 22 août 2012 une communication relative au relèvement des plafonds du Livret A et du Livret de développement durable (LDD) ainsi que la réforme de l'épargne réglementée. Il propose une augmentation du plafond du Livret A de 25 % à 19 125 euros et le doublement de celui du LDD à 12 000 euros par voie d'un décret publié en septembre. Un second relèvement de 25 % du plafond du Livret A interviendra en fin d'année avec de nouvelles mesures pour réformer l'épargne réglementée et ses emplois.

Publications IEDOM

Les rapports annuels 2011 (Edition 2012) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin sont disponibles, gratuitement, en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr).

Nomination

M. Jean-Paul Chifflet, directeur général du Crédit agricole SA, a été nommé président de la Fédération bancaire française (FBF), à compter du 1^{er} septembre 2012 pour une durée d'un an, en remplacement de M. Frédéric Oudéa.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT



Parution des rapports annuels 2011 de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin

Les rapports annuels de l'IEDOM 2011 (Edition 2012) de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin ont été publiés ce vendredi 7 septembre. Ces documents proposent en respectivement 89 et 93 pages une analyse des principales évolutions économiques et sociales de ces collectivités durant l'année écoulée.

Comme toutes les publications de l'IEDOM, ces rapports sont librement téléchargeables sur le site internet de l'Institut : <http://www.iedom.fr>

Enquête de conjoncture bancaire et financière

Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des banques locales au mois d'août, l'activité bancaire devrait connaître une évolution contrastée au 3ème trimestre 2012.

Concernant les octrois de crédits, le financement de l'habitat et de la consommation des particuliers est bien orienté, en revanche les crédits aux entreprises s'inscrivent en léger repli. La collecte des dépôts est également moins dynamique.

Le produit net bancaire devrait cependant croître à un rythme plus soutenu grâce au développement des commissions. En revanche, le résultat net de la place bancaire locale s'inscrirait en baisse en raison d'une nouvelle dégradation des charges d'exploitation et du coût du risque, toutefois moins marquée qu'au trimestre précédent.

Les dirigeants des établissements de crédit anticipent une réelle progression de leurs indicateurs en fin d'année 2012, en dépit d'un environnement économique jugé plus dégradé. L'activité de crédit aux entreprises connaîtrait un net rebond et le financement des particuliers resterait bien orienté, bien qu'à un rythme amoindri. En parallèle, la collecte de dépôt s'annonce en nette augmentation.

Le produit net bancaire et le résultat de la place bancaire locale devraient également s'inscrire en amélioration.

Reprise en demi-teinte de l'activité économique en 2011 selon les comptes rapides CEROM

Selon les derniers comptes économiques rapides CEROM, la reprise amorcée en Guadeloupe en 2010 se poursuit en 2011. Le PIB régional augmente de 1,3 % sur l'année. Toutefois, le ralentissement est net par rapport à 2010 où il connaissait une progression deux fois plus rapide. En 2011, la croissance en Guadeloupe est légèrement inférieure à celle enregistrée en Métropole (+1,7 %), et un peu supérieure à celle mesurée en Martinique (+1,0 %).

La nette augmentation des exportations, la progression de la dépense touristique et la bonne tenue de la consommation des ménages sont les principaux déterminants de la croissance. En revanche, l'investissement s'essouffle, après avoir été un des moteurs de la reprise en 2010.

L'étude est disponible sur le site du partenariat [CEROM](http://cerom.guadeloupe.fr).

Publication du rapport annuel Outre-mer 2011 de l'Agence française de développement

L'Agence française de développement (AFD) a publié son rapport annuel d'activité sur l'Outre-mer. L'AFD a consacré 1,1 milliard d'euros aux investissements réalisés en Outre-mer en 2011, via les collectivités et le secteur privé. En Guadeloupe, 92 millions d'euros ont été accordés, soit une hausse de 3,5 % par rapport à 2010.

Le rapport est disponible sur le site de [l'AFD](http://afd.fr).



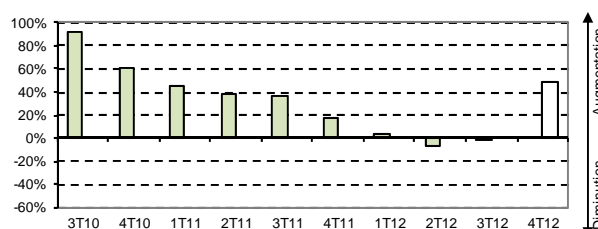
Les entreprises de Guadeloupe

L'Insee a publié fin juillet une étude intitulée « Entreprises de Guadeloupe : sept sur dix ont passé le cap des trois ans ». Selon les résultats, sur les 1 700 entreprises créées au premier semestre 2006, 91 % survivent la première année et 67 % sont pérennes trois ans après (contre 68 % à la Martinique et 66 % en France métropolitaine). Toutefois, par rapport à la génération 2002, la survie des entreprises a baissé de cinq points. Dans les deux principaux secteurs de création que sont le commerce et la construction, le taux de survie baisse respectivement de onze et six points.

Les entreprises créées au premier semestre 2006 employaient 2 500 personnes au démarrage de leur activité, dont 860 salariés. Après trois ans, celles toujours actives emploient 2 300 personnes, soit 90 % de l'effectif initial.

Les résultats complets sont disponibles sur le site de [l'Insee](http://insee.fr).

Crédits d'équipement aux entreprises



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Relèvement des plafonds du Livret A et du Livret de développement durable

Le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a annoncé le 22 août une augmentation du plafond du Livret A de 25 % à compter du 1^{er} octobre (à 19 125 €) et le doublement de celui du Livret de développement durable (LDD), porté à 12 000 €. Avec l'épargne supplémentaire ainsi collectée, le gouvernement espère porter à 150 000 par an la construction de logements sociaux dès 2013, contre 110 000 en 2011. Un deuxième relèvement de 25 % pour le Livret A devrait intervenir en fin d'année 2012, accompagné de mesures de réforme de l'épargne réglementée.

Hausse atténuée des prix du carburant

L'arrêté préfectoral relatif au prix des hydrocarbures entré en vigueur le 11 septembre fixe pour la Guadeloupe le prix de vente au détail des carburants à 1,62 € pour l'essence (+2 centimes), 1,44 € pour le gazole (stable), et 21,95 € pour la bouteille de gaz de 12,5 kg (+68 centimes). La baisse annoncée de 6 centimes, prise en charge sur une durée de 3 mois par la Région (3 centimes), la SARA (2 centimes), les gérants des stations service (0,6 centime) et les compagnies pétrolières (0,4 centime), ne compense pas intégralement la hausse de 6 à 8 centimes qui serait intervenue selon les critères habituels.

Accord sur le microcrédit social

Les élus pointois et les représentants de la Caisse régionale du crédit agricole ont signé le 29 août un accord relatif à la mise en place d'un microcrédit social personnel, permettant aux familles qui n'ont pas accès aux circuits ordinaires de crédit de faire face aux aléas de la vie. Le montant du crédit sera compris entre 500 à 3 000 euros, avec un taux de 4 %, remboursable sur une période de 12 à 48 mois.

Convention entre la Chambre des métiers et la Caisse d'épargne

La Chambre des métiers de Guadeloupe et le directeur régional de la Caisse d'épargne aux Antilles, Loïc Laurent, ont scellé le 26 juillet un partenariat visant à faciliter l'accès au crédit et les relations bancaires pour les artisans. La Chambre des métiers élargie ainsi son offre de services en matière de soutien au financement des petites entreprises.

Un successeur au dispositif Scellier

Le dispositif Scellier – qui permet depuis 2009 aux investisseurs achetant un logement pour le louer de bénéficier d'une réduction d'impôts et doit prendre fin en 2012 – devrait être remplacé par un nouveau dispositif inclus dans le projet de loi des finances 2013, qui sera présenté le 26 septembre. Ce dispositif aurait une orientation plus sociale : les conditions inhérentes aux loyers devraient être plus restrictives pour les propriétaires et déterminées selon un zonage différent, plus restreint et défini par l'Agence nationale pour l'information sur le logement (Anil) et l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (Olap). Le plafond d'investissement serait également réduit.

Démographie et migrations dans les RUP

L'Institut national d'études démographiques (INED) a présenté un rapport, commandé par la Commission européenne, sur « Les tendances démographiques et migratoires dans les régions ultrapériphériques (RUP) ». Cette étude analyse les spécificités démographiques, mais aussi en matière d'emploi, de santé ou encore d'éducation des 8 RUP (Açores, Canaries, Guadeloupe, Guyane, Madère, Martinique, Réunion et Saint-Martin). Les auteurs relèvent que les Antilles, dont le taux de fécondité est proche de la moyenne nationale, auront au cours des deux prochaines décennies à relever le défi de la dépendance lié à un vieillissement rapide de leur population, associé à une insertion toujours difficile des jeunes actifs.

Cette étude de 250 pages est disponible sur le [site](#) de la Commission européenne.

Élection de la présidente de la Région

Josette Borel-Lincertin, élue par 33 voix sur 38, remplace Victorin Lurel à la présidence de la Région Guadeloupe.

ACTUALITE REGIONALE

Report du vote du budget 2012 à Saint-Martin

Pour le premier Conseil territorial de la rentrée, les élus saint-martinois se sont penchés le 6 septembre sur l'avis de la Chambre territoriale des comptes (CTC) relatif au budget primitif 2012, qui présente un déséquilibre de 28 millions d'euros. La CTC demandait au Conseil de rectifier ce budget dans un délai d'un mois, en adoptant une série de mesures préconisées par l'avis. Parmi les recommandations figurent le doublement du taux de la TGCA, ce qui permettrait des recettes supplémentaires de l'ordre de 5M€ en année pleine, et la hausse de la taxe sur les carburants (actuellement de 6 centimes par litre). Les élus ont souhaité reporter le vote du budget primitif 2012 afin de réfléchir à d'autres solutions de rééquilibrage.

Mise au norme de l'aéroport Gustave III

L'aéroport de Saint-Barthélemy doit recevoir sa certification de sécurité aéroportuaire de la part de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) dans le courant du mois de septembre. Ce processus viendra clore le travail de mise en conformité aux normes de l'aviation civile, démarré il y a bientôt 18 mois, et qui a concerné à la fois l'homologation de la piste et des infrastructures, et celle des procédures. La mise aux normes répond à une obligation légale, suite à l'arrêté ministériel de mars 2011, et concerne tous les aéroports enregistrant un trafic de plus de 100 000 passagers pendant trois ans.

Projets de recomposition du paysage aérien régional

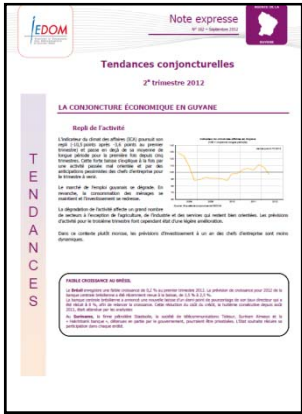
Après l'annonce de l'abandon des rotations régionales d'Air Caraïbes au départ des Antilles, la compagnie Free Dom Airlines, issue de la société interrégionale French Airlines (INFRA) composée de pilotes transfuges d'Air Caraïbes et soutenue par les conseils régionaux de Guadeloupe, de Martinique et de Guyane a manifesté son intérêt pour reprendre cette activité. La compagnie entend changer de stratégie par rapport à son prédécesseur en proposant des tarifs à bas prix. Ce positionnement tarifaire a également été retenu par la compagnie XL Airways, qui a annoncé en juillet le lancement de liaisons au départ de la métropole et à destination des Antilles à 399 Euros TTC dès décembre prochain.

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation <i>(base 100 en 1999)</i>	Guadeloupe France entière	Juillet 2012	128,2 125,8	0,1 % -0,4 %	2,2 % 1,9 %
Chômage <i>(Source : DIECCTE)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A)		Juillet 2012	58 960	2,1 %	4,9 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€)		Juin 2012	16,1	-	-
			<i>Cumul à fin juin</i>	91,8	-	-30,1 %
	Importations - (en M€)		Juin 2012	211,5	-	-
			<i>Cumul à fin juin</i>	1 277,3	-	-4,6 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées		Août 2012	309	-	-31,0 %
			<i>Cumul à fin Août</i>	3 368	-	-10,4 %
LES INDICATEURS DE VULNERABILITE				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Personnes physiques en interdit bancaire		Août 2012	21 025	-0,1 %	-1,9 %
	Retraits de cartes bancaires		<i>Cumul à fin Août</i>	3 409	-	-4,1 %
	Nombre de dossiers de surendettement déposés		<i>Cumul à fin juillet</i>	177	-	-22,4 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet	- Montant en milliers €	Août 2012	4 523	-	123,1 %
			<i>Cumul à fin Août</i>	19 316	-	61,9 %
		- Nombre	Août 2012	126	-	-6,0 %
			<i>Cumul à fin Août</i>	1 035	-	1,6 %
LES INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aérien <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers aériens - (entrées + sorties)		Juillet 2012	197 322	-	-3,7 %
			<i>Cumul à fin juillet</i>	1 202 879	-	1,8 %
Trafic maritime <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes)		Juillet 2012	395 770	-	53,1 %
	Nombre de passagers portuaires (entrées + sorties)			76 591	-	1,8 %
Immatriculations <i>(Source : Préfecture)</i>	Immatriculations de véhicules neufs		Août 2012	1 211	-16,4 %	1,9 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes)		Juillet 2012	17 504	-17,3 %	2,2 %
	<i>Cumul annuel</i>			163 895	-	8,0 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : Bulletin de conjoncture économique

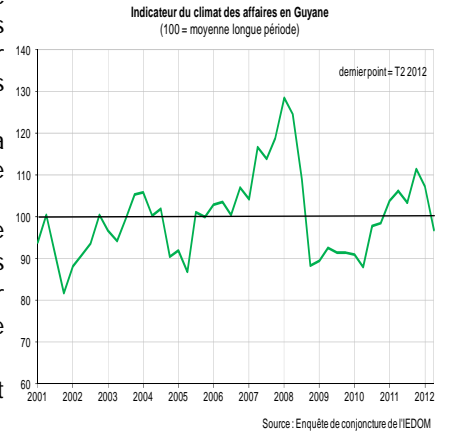


Retrouvez l'ensemble du bulletin sur le site de l'iedom : www.iedom.fr/Guyane

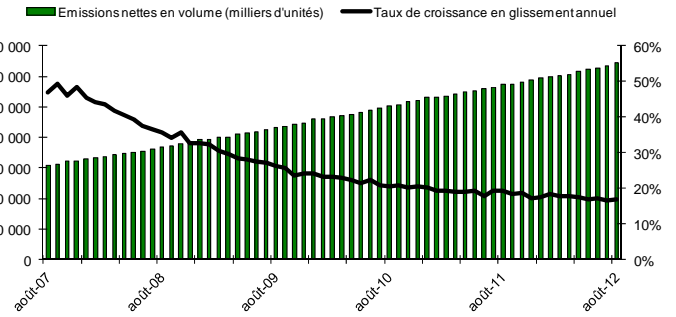
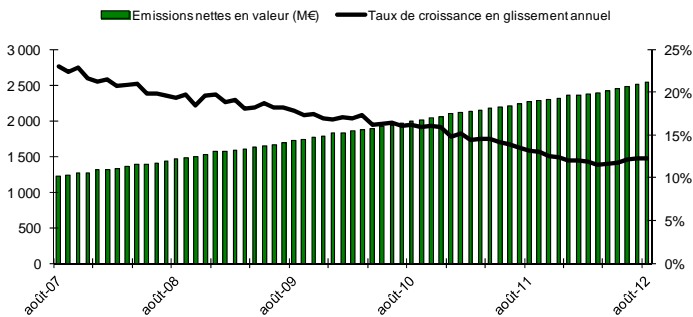
L'indicateur du climat des affaires (ICA) poursuit son repli (-10,5 points après -3,6 points au premier trimestre) et passe en deçà de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis cinq trimestres. Cette forte baisse s'explique à la fois par une activité passée mal orientée et par des anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir. Le marché de l'emploi guyanais se dégrade. En revanche, la consommation des ménages se maintient et l'investissement se redresse.

La dégradation de l'activité affecte un grand nombre de secteurs à l'exception de l'agriculture, de l'industrie et des services qui restent bien orientés. Les prévisions d'activité pour le troisième trimestre font cependant état d'une légère amélioration.

Dans ce contexte plutôt morose, les prévisions d'investissement à un an des chefs d'entreprise sont moins dynamiques.



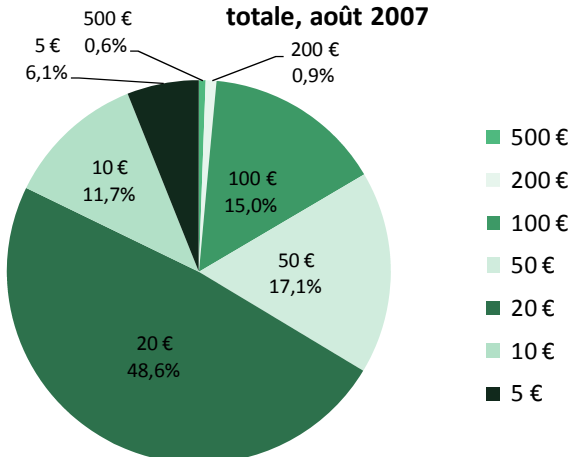
Emission monétaire



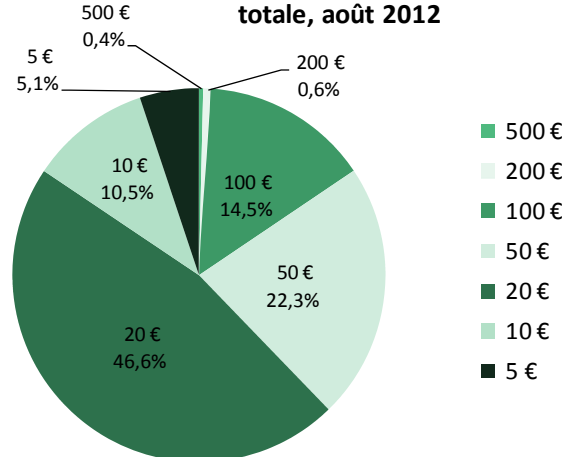
L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte, et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les billets qui ont cours dans la zone euro. A fin août, les émissions nettes de billets progressent de 34,9M€, soit une augmentation de 1,4 % par rapport à juillet, et de 12,2 % en glissement annuel. Alors qu'ils subissaient une décélération constante depuis la mise en circulation de l'euro en 2002, depuis le début de l'année, les taux de croissance des émissions nettes tant en valeur qu'en volume se stabilisent autour de 12 % (respectivement 11,9 % et 12,3 % en moyenne depuis janvier).

La composition des coupures émises par l'agence de Guyane évolue lentement mais de façon constante. Les coupures de 50€, qui ne représentaient que 17,1 % de l'émission nette en volume en août 2007, en représentent 22,3 % cinq ans plus tard, soit une augmentation de 5,1 points. La part des coupures orangées est la seule à avoir augmenté durant la période. Le billet de 50€ se substitue partiellement au billet de 100€ (14,5 % contre 15,0 % en 2007, soit - 0,5 point), et réduit de la même façon l'utilisation des billets de 20€ (46,6 % contre 48,6 %, soit -2 points). Les coupures de thésaurisation de 200€ et 500€ ont-elles aussi vu leur part diminuer, passant respectivement de 0,9 % et 0,6 % en 2007, à 0,6 % et 0,4 % en août 2012. La valeur moyenne du « billet » circulant dans le département est quant à elle restée stable à 39,4 € (soit -0,1€ par rapport à août 2007).

Part de chaque coupure dans l'émission nette totale, août 2007



Part de chaque coupure dans l'émission nette totale, août 2012



Direction de l'Institut

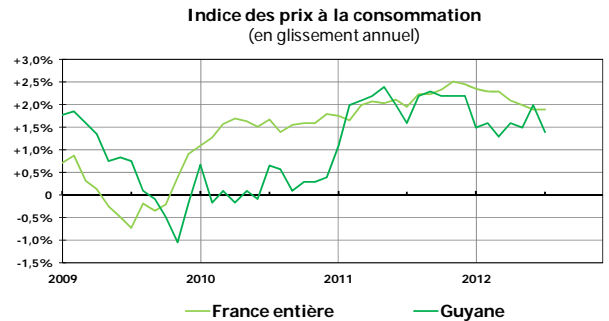
Fabrice Dufresne a pris ses fonctions le 30 août dernier en tant que directeur de l'agence IEDOM de Guyane. Il succède à Jean-Pierre Derancourt qui a passé 4 années à la tête de l'agence. Fabrice Dufresne était précédemment directeur de l'agence mixte IEDOM/AFD de Saint-Pierre-et-Miquelon.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation des ménages est resté stable en juillet. Selon l'analyse de l'Insee, la hausse des prix des services et de l'énergie s'est retrouvée intégralement compensée par la baisse des prix des autres postes.

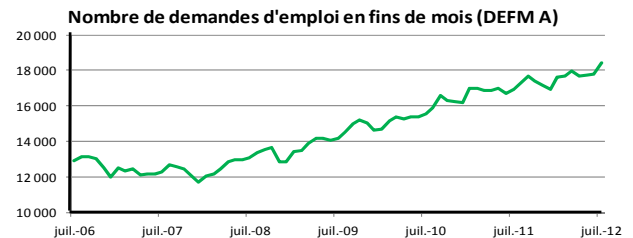
Sur un an, l'indice croît de 1,4 %, tiré par la hausse des prix de l'alimentation (+2,8 % par rapport à juillet 2011), des services (+ 1,4 %) et de l'énergie (+ 3,7 %). Les prix des produits manufacturés diminuent (- 0,6 %), avec notamment une forte baisse des prix de l'habillement (- 3,8 %). Le rythme annuel de progression des prix est relativement soutenu en Guyane, mais reste plus faible qu'en France (+ 1,9 %), ou qu'en Guadeloupe (+ 2,2 %). Il est très légèrement supérieur à la Réunion (+1,3 %), et identique à celui constaté en Martinique.



Source: INSEE ; variations sur un an des indices mensuels avec tabac.

Dégradation sur le marché de l'emploi

A la fin du mois de juillet 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) s'élève à 18 424 (en hausse de 3 % CVS par rapport à juin, et de 9 % CVS par rapport à juillet 2011). Cette tendance haussière est similaire à celle observée en France métropolitaine, qui vient de passer le seuil symbolique des 3 millions de demandeurs d'emplois de catégorie A.



Source: Pôle emploi

Carburants

Après que le gouvernement se soit engagé à une baisse des tarifs des carburants, les prix avaient été bloqués au début du mois de septembre, en Guyane comme dans l'ensemble des DOM, en attendant des avancées sur les négociations nécessaires. L'arrêté préfectoral relatif au prix des hydrocarbures est entré en vigueur depuis le 10 septembre, et fixe ainsi pour la Guyane le prix de vente au détail des carburants à 1,76 € pour l'essence (+1 ct), 1,59 € / litre pour le gazole (+ 1ct), et 23,24 € pour la bouteille de gaz de 12,5 kg. La baisse annoncée de 6 cts (prise en charge à part égale par la Région et la SARA, sur une durée de 3 mois) ne compense pas intégralement la hausse de 7 cts, décidée selon les critères habituels.

Démographie

Un rapport de synthèse « Les tendances démographiques et migratoires dans les régions ultrapériphériques : quel impact sur leur cohésion économique, sociale et territoriale ? » a été présenté par l'Institut national d'études démographiques (INED). Le rapport, commandé par la Commission européenne, dresse des comparaisons sur les spécificités démographiques entre les 8 régions ultrapériphériques (RUP : Açores, Canaries, Guadeloupe, Guyane, Madère, Martinique, Réunion et Saint-Martin). La Guyane, qui y ressort comme la plus jeune RUP (âge médian : 24 ans, contre 36,7 pour la Guadeloupe, 38,1 pour la Martinique, ou encore 31,1 pour la Réunion), y est aussi décrite comme une région avec beaucoup d'atouts, et de nombreux défis. La dépendance démographique, les migrations, l'emploi, la santé, ou encore l'éducation sont abordés dans cette étude de 250 pages, disponible sur le site de la Commission européenne (<http://ec.europa.eu/>).

Vie chère

Le projet de loi contre la vie chère en outre-mer a été présenté le mercredi 5 septembre en Conseil des ministres. En particulier, ce projet de texte « permet au gouvernement de prendre par décret des mesures de régulation des marchés de gros et de la chaîne logistique, y compris le fret, pour recréer les conditions d'une véritable concurrence sur les marchés de détail, afin de défendre l'intérêt des consommateurs », selon le Ministère des Outre-mer. Parmi les différentes mesures annoncées, certaines sont jugées trop intrusives selon les organisations patronales locales, notamment l'article 3 qui « dote les collectivités territoriales de la faculté de saisir l'Autorité de la concurrence pour lutter contre les pratiques anticoncurrentielles dans leurs territoires respectifs ». L'examen de ce projet de loi par le parlement devrait se faire à compter du 28 septembre.

ACTUALITES REGIONALES

Amapá

Les travaux d'accès au pont sur l'Oyapock, côté brésilien, ont été lancés le 10 août dernier par le Gouverneur de l'Amapá, Camilo Capiberibe. L'achèvement de l'interconnexion avec la BR-156 (qui rejoint Macapa, encore en travaux), est annoncé pour fin octobre. Le directeur de la Fédération nationale du commerce en Amapá, Ladislao Pedroso Monte a noté que le pont sera un « corridor » commercial, qui ouvrira un grand éventail de possibilités d'affaires entre l'Amapá et la Guyane française.

Transport aérien

Selon le site d'information Stabroeknews, le Suriname cherche à augmenter les investissements pour son aéroport. Après les 28,5 M USD déjà dépensés dans le cadre de la modernisation de l'aéroport international Johan Adolf Pengel, ce sont donc 70 M USD qui devraient être ajoutés pour que Paramaribo puisse accueillir de plus en plus de compagnies et de voyageurs venant des Caraïbes, d'Amérique du Sud, ou même d'Afrique, et ainsi tenter de se positionner comme hub régional.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRES

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières (CVS)

		Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	↔	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Juil-2012	125,6	[0,0%]	[1,4%]	Insee
		↑	Prix administré du litre d'essence	Sep-2012	1,76	[0,6%]	[8,0%]	Préfecture/Dieccte
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	↑	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Juil-2012	18 424	[3,4%]	[8,9%]	Dieccte
		↑	Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Juin-2012	8 041	1,2%	17,8%	Pôle Emploi
		↓	Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Juil-2012	14 543	[-0,6%]	[-7,3%]	
		↑	Prestations nettes versées (1)	Juil-2012	8,1 M€	[0,7%]	[4,0%]	Caf
			Cumul				ns.	
	CONSUMMATION	↑	Recettes d'octroi de mer	Aou-2012	11,2 M€	9,3%	15,6%	Douanes
				Cumul	82,4 M€		4,6%	
		↑	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Juil-2012	13,6 M€	14,4%	12,6%	Douanes
			Cumul	86,5 M€		0,6%		
INVESTISSEMENT	↓	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Aou-2012	337	-9,9%	-11,2%	Somafi	
			Cumul	2 716		-3,5%		
	↑	Importations de biens d'équipement (BE) (3) (4)	Juil-2012	33,6 M€	8,1%	2,3%	Douanes	
			Cumul	217,2 M€		-24,0%		
COMMERCE EXTERIEUR	↓	Ventes de véhicules utilitaires	Aou-2012	77	-9,5%	-16,3%	Somafi	
			Cumul	704		-3,5%		
	↑	Exportations (3)	Juil-2012	35,3 M€	178,1%	292,9%	Douanes	
			Cumul	125,9 M€		39,7%		
	↑	Importations (3) (4)	Juil-2012	139,9 M€	52,3%	32,8%	Douanes	
			Cumul	759,8 M€		-3,5%		
	SPATIAL		Tirs effectués	Cumul à août 2012	5 tirs (4 Ariane 5, 1 Vega)		4 tirs à à août 2011	Arianespace
			Satellites lancés	Cumul à août 2012	9 satellites et 1 ATV*		6 satellites et 1 ATV à à août 2011	
INDICATEURS SECTORIELS	BTP	↓	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Aou-2012	8 908 tonnes	-6,7%	14,8%	Ciments guyanais
				Cumul	65 641 tonnes		17,8%	
	INDUSTRIE	↑	Exportations d'or en volume (3)	Juil-2012	147 kilos	40,8%	71,8%	Douanes
				Cumul	988 kilos		29,8%	
		↑	Exportations d'or en valeur (3)	Juil-2012	5,5 M€	36,1%	92,8%	Douanes
				Cumul	36,0 M€		49,3%	
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	↓	Cours de l'once d'or	Juil-2012	1 593,35 \$	[-0,2%]	[1,6%]	London Bullion Market Assoc./AFD
		↑	Grumes sorties de forêt	Déc-2011	7 444 m3	125,6%	26,8%	ONF
				Cumul	73 739 m3		-6,3%	
		TOURISME	↑	Exportations de crevettes (3)	Juil-2012	462 tonnes	25,3%	-47,9%
			Cumul	2 643 tonnes		-51,9%		
↑	Exportations de poissons (3)		Juil-2012	2 727 tonnes	5,4%	16,8%	Douanes	
			Cumul	6 448 tonnes		-24,5%		
		Exportations de riz (2) (3)	Juil-2012	0 tonnes	ns.	ns.	Douanes	
			Cumul	0 tonnes		ns.		
	↓	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Juin-2012	32 121	-1,8%	-11,6%	CCIRG	
			Cumul	185 604		-6,1%		
	↑	Nombre de nuitées	Juin-2012	26 000	7,7%	7,8%	Insee	
			Cumul	156 000		-3,7%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

(4) Données excluant l'importation exceptionnelle du navire d'exploration pétrolière affrété par Shell en juin 2012.

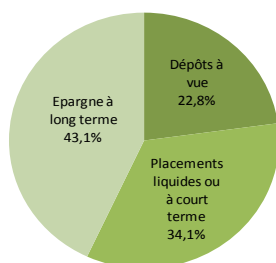
BC: Textiles, habillement cuir et chaussures; produits pharmaceutiques; produits manufacturés divers; produits de l'édition et de la communication

BE: Produits informatiques, électroniques et optiques; équipements électriques et ménagers; machines industrielles et agricoles, machines diverses; matériels de transport

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Actifs des ménages : repli des placements à risque

Répartition des actifs des ménages par nature



Source: IEDOM

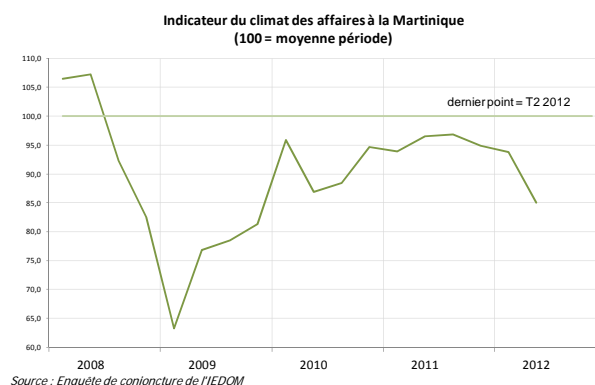
La croissance en valeur des actifs détenus par les ménages (4,8 millions à juin 2012) tend à ralentir avec une hausse de 2,3 % en cumul à juin 2012 par rapport à l'année précédente, en deçà des 3,2 %, 3,1 % et 4,0 % respectivement en 2011, 2010 et 2009. L'épargne à long terme reste le placement privilégié des particuliers, représentant 43,1 % de leurs actifs en valeur, suivi par les placements liquides ou à court terme (34,1 %) et les dépôts à vue (22,8 %). Les ménages semblent délaisser les placements à risque comme les OPVCM monétaires et non monétaires et les portefeuilles-titres respectivement en recul de 5,4 %, 5,7 % et de 4,4 % par rapport au trimestre précédent. Ils leur préfèrent des produits moins risqués tels que les comptes à terme (+4,5 %) et les livrets A et bleus (+1,1 %).

Circulation fiduciaire : progression des émissions nettes de billets et de pièces

Au 31 juillet 2012, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,8 % en volume et de 9,0 % en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 20,1 millions (contre 18,8 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 819 millions d'euros (contre 752 millions à fin juillet 2011). Seul le volume des coupures de 10 euros et de 500 euros en circulation est en diminution. Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 7,3 % en volume et de 6,3 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'élève à 179,5 millions en juillet 2012 (contre 167,4 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 24,5 millions d'euros (contre 23,1 millions d'euros un an plus tôt).

Indicateur du climat des affaires : sensible dégradation de la conjoncture économique et prévisions d'investissement en repli

L'indicateur du climat des affaires (ICA) atteint son plus bas niveau depuis le deuxième trimestre 2010 pour s'établir à 85 points, soit 15 points en dessous de sa moyenne de longue période. Il enregistre ainsi une baisse de près de 9 points par rapport au trimestre précédent, traduisant une dégradation de la conjoncture. Les chefs d'entreprise rapportent une diminution de l'activité pesant à la baisse sur leurs anticipations. La détérioration de la situation économique semble d'abord se répercuter, à court terme, sur leurs intentions d'investissement plutôt que sur des réductions d'effectif.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Visite de Victorin Lurel, Ministre délégué aux Outre-mer, en Martinique

Victorin Lurel s'est rendu du 6 au 8 septembre en Martinique dans le cadre de sa première visite officielle sur le territoire. Au cours de ses rencontres avec les acteurs locaux du monde économique, du tourisme ainsi que de l'éducation, il a réaffirmé les priorités de son ministère. Lors d'une table ronde réunissant les acteurs économiques de l'île, le ministre a ainsi présenté le projet de loi contre la vie chère débattu la veille en Conseil des ministres et devant être transmis au Sénat le 28 septembre prochain. Il a souligné la volonté des autorités publiques de s'attaquer aux structures de formation des prix en rétablissant une concurrence effective dans les économies ultramarines (voir encadré de la première page). Concernant le tourisme, Victorin Lurel a plaidé devant les professionnels de la grande hôtellerie pour la définition d'une vision stratégique de long terme s'appuyant sur une montée en gamme de l'offre touristique. Enfin, ses visites dans divers établissements scolaires martiniquais et une réunion en préfecture avec les syndicats d'enseignants ont donné lieu à des échanges sur la refondation de l'École et la rentrée 2013/2014.

Consommation des ménages : hausse du chiffre d'affaire de la grande distribution et baisse des recettes de TVA

A juin 2012, en cumul depuis le début de l'année, le chiffre d'affaire de la grande distribution connaît une croissance de 6,3 % par rapport au même mois de l'année précédente et atteint ainsi 260,3 millions d'euros. Pour leur part, les recettes de TVA reculent de 2,1 % en cumul annuel à la même date pour s'élever à 81,6 millions d'euros.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération régionale : candidatures martiniquaises d'adhésion à la CELPAC et à l'OECO en tant que membre associé

Le processus d'intégration régionale a franchi une nouvelle étape le 31 août dernier avec l'adhésion de la Martinique et de la Guadeloupe, en tant que membres associés, à la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), une des cinq commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies. Cet organisme est chargé de produire une expertise sur des problématiques de développement communes aux pays de la zone. La dynamique d'approfondissement du processus de coopération régionale s'est également traduite par la présence le 10 août dernier de la délégation martiniquaise lors de la session inaugurale de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation des Etats de la Caraïbe Orientale (OECO) regroupant des Etats indépendants (Antigua-et-Barbuda, Dominique, St-Kitts et Nevis, Sainte Lucie et Saint Vincent et les Grenadines) et des territoires d'outre-mer du Royaume-Uni (Anguilla, les Îles Vierges Britanniques et Montserrat). La participation de la Martinique en tant qu'invité d'honneur à cette séance a permis de concrétiser le processus de demande d'adhésion, en tant que « membre associé », à cette organisation chargée de favoriser l'intégration économique de la région.

Jamaïque : hausse de la note souveraine malgré l'absence de perspectives économiques positives

La Jamaïque a assisté à une hausse de sa note souveraine court terme de « C » à « B » et à un maintien à « B- » de sa note souveraine long terme par l'agence de notation Standard and Poor's en août dernier. Cette dernière précise que la révision tient davantage à une modification des critères de notation qu'à une amélioration de la solvabilité du pays. En effet, les fondamentaux macroéconomiques ne semblent pas s'orienter favorablement : l'agence prévoit une croissance atone proche de 1 % du PIB jamaïcain s'élevant à 25,07 milliards en 2011, une dette publique dépassant 130 % du PIB pour l'année fiscale 2012-2013 et un déficit public au-delà de la cible gouvernementale de 4,5 % du PIB. Cette absence de perspectives positives pour l'économie jamaïcaine s'ajoute à l'impasse des négociations avec le FMI. Ce dernier réclame un assainissement des finances publiques au travers d'un accroissement du surplus primaire, c'est-à-dire de l'excédent des recettes par rapport aux dépenses avant le remboursement de la dette, au moment où la marge de manœuvre fiscale semble se réduire pour le gouvernement jamaïcain.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- juillet 2012	128,5	+0,4 %	+1,5 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- juillet 2012	42 900	+1,9 %	+4,7 %
	Indicateur de chômage (pop. active : 168 886)	- juillet 2012	25,4 %		1,1 pt
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- juillet 2012	22 027	3,6 %	+9,0 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- juin 2012	40 119	-	+6,2 %
Commerce extérieur (source : douanes)	Importations (millions d'euros)	- juin 2012	235,3	+42,0 %	+14,6 %
	Exportations (millions d'euros)	- juin 2012	39,6	ns	ns
	Taux de couverture mensuel		16,8 %		+4,2 pts
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2012	44,2	+ 2,4%	+9,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- juin 2012	260,3		+6,3%
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaire	- juillet 2012	17 501	+0,2 %	-1,9 %
	Retrait de cartes bancaires (cumul)	- juillet 2012	4 836	-	-7,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- juin 2012	98 932	-9,3 %	-16,1 %
		- cumul annuel	796 885		-0,8 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- juillet 2012	0	ns	ns
		- cumul annuel	61 090	-	ns
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juillet 2012	17 205	-0,5 %	+2,2 %
		- cumul annuel	112 311		-6,2 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juillet 2012	1 084	+12,3 %	-8,8 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juillet 2012	173	-5,5 %	+9,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		7 036	-	-4,3 %

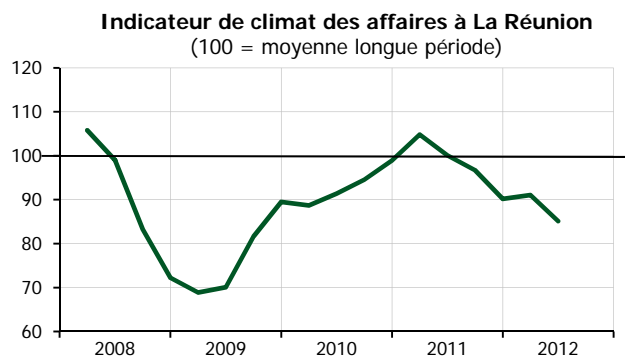
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Le ralentissement de la demande intérieure pèse sur l'activité

Dans un contexte économique national et international peu dynamique, l'activité économique se dégrade, en dépit des anticipations favorables formulées par les entrepreneurs réunionnais au premier trimestre. L'indicateur du climat des affaires est en repli (- 6,0 points) et s'établit désormais à 15 points en deçà de sa moyenne de longue période. Les professionnels anticipent néanmoins une activité moins défavorable, bien qu'encore dégradée, pour le troisième trimestre.

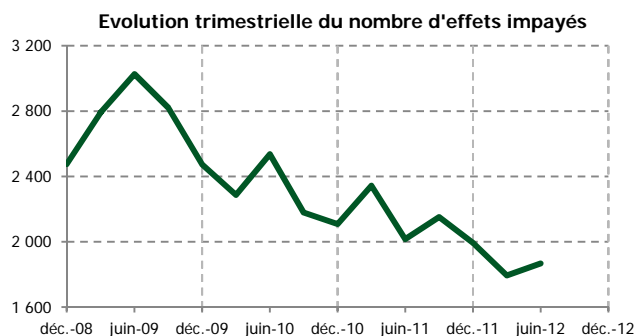
Dynamique depuis fin 2011, la consommation des ménages s'enraye au deuxième trimestre, dans une situation de hausse saisonnière des prix. Le manque de confiance des entrepreneurs annihile les quelques signes de redressement de l'investissement observés en début d'année. La détérioration de la conjoncture économique se répercute également sur le marché du travail, avec une augmentation de la demande d'emploi et une contraction de l'offre.

La tendance conjoncturelle du deuxième trimestre 2012 est disponible sur le [site de l'Iedom](#).



Source : Enquête de conjoncture Iedom, CVS

Hausse du nombre des effets de commerce impayés au deuxième trimestre 2012



Source : Iedom

Le nombre d'effets de commerce impayés est en hausse de 4,1 % au deuxième trimestre 2012 par rapport à fin mars 2012, après deux trimestres consécutifs de baisse. Le nombre d'effets reste toutefois en retrait de 7,4 % en un an.

Le montant moyen d'impayés continue de baisser depuis septembre 2011, avec un recul de 11,2 % par rapport au dernier trimestre. Ce net fléchissement entraîne une réduction du montant total d'impayés (- 7,6 %).

Hausse du nombre de dossiers déposés à la médiation du crédit depuis début 2012

A La Réunion comme dans les autres DOM, le directeur de l'Iedom est le médiateur départemental du crédit. 374 dossiers sont rentrés dans le circuit de la médiation depuis sa mise en place en octobre 2008. Alors que très peu de nouveaux dossiers ont été enregistrés en 2011, on constate une légère recrudescence de dépôts depuis le début de l'année 2012, sans toutefois retrouver les niveaux de 2009. Parmi les dossiers déposés depuis sa mise en place, 252 dossiers ont été déclarés éligibles et 122 n'ont pas été retenus. 158 dossiers éligibles ont abouti à une issue favorable, soit un taux de succès de 64 %, proportion similaire à celle observée au niveau national (63 %).

Publication du rapport annuel Outre-mer 2011 de l'Agence française de développement

L'Agence française de développement (AFD) a publié son rapport annuel d'activité sur l'Outre-mer. L'AFD a consacré 1,1 milliard d'euros aux investissements réalisés en Outre-mer en 2011, via les collectivités et le secteur privé. A La Réunion, 152 millions d'euros ont été accordés, soit une hausse de 60 % par rapport à 2010.

Le rapport est disponible sur le [site de l'AFD](#).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	129,1	- 0,6 %	+ 0,7 %
	IPC France entière	126,6	+ 0,7 %	+ 2,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	69 451	- 1,0 %	- 7,3 %
	En cumul (milliers d'euros)	139 628	-	- 0,8 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'euros)	2 270,5	-	- 4,4 %
	Exportations (en cumul - millions d'euros)	152,4	-	+ 5,9 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	124 770	+ 0,8 %	+ 4,4 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	<i>Juillet 2012</i>	222 162	n.s.	- 2,1 %
	Cumul 2012	<i>cumul Juil.</i>	1 201 397	-	- 3,4 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	<i>Juin 2012</i>	47 000	n.s.	0,0 %
	Cumul 2012	<i>cumul Juin</i>	392 500	-	+ 0,6 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (milliers d'euros)	<i>Juin 2012</i>	1 144	-	- 29,2 %
	Cumul 2012 (milliers d'euros)	<i>cumul Juin</i>	8 744	-	- 9,1 %
	Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes)	<i>Juin 2012</i>	8,8	-	- 36,8 %
	Cumul 2012 (milliers de tonnes)	<i>cumul Juin</i>	100,3	-	- 31,4 %
	Effectifs salariés du BTP	<i>Juillet 2012</i>	17 095	+ 0,4 %	- 1,6 %

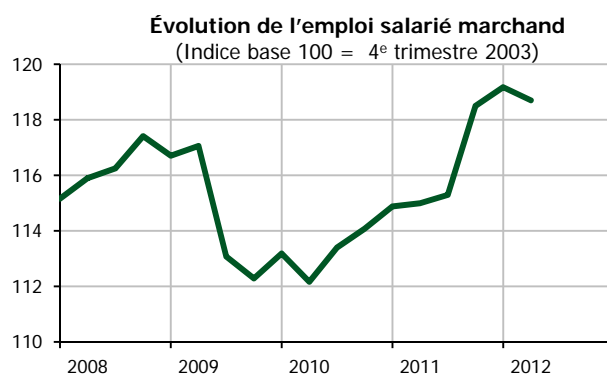
Baisse de l'emploi marchand au premier trimestre 2012

L'emploi marchand recule de 0,4 % au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent.

Le commerce contribue négativement à l'évolution de l'emploi, avec une baisse de 2,6 % des emplois salariés, faisant suite au surcroît d'activité de fin d'année. A l'inverse, l'emploi dans la construction progresse de 3,6 % ce trimestre, suite à une forte baisse de l'emploi au trimestre précédent, période de congés pour ce secteur.

Sur un an, l'emploi progresse de 3,4 %, notamment dans le secteur de l'action sociale et de la santé (+ 6,7 % en glissement annuel), et de l'hébergement-restauration (+ 6,6 %). Le développement des emplois aidés a également soutenu l'emploi dans le secteur associatif (+ 3,4 %).

La publication est disponible sur le [site de l'Insee](#).



Source : Bordereaux Urssaf - Traitement Insee Epure

Hausse des prix du carburant contenu par les efforts des acteurs de la filière et de l'État

En lien avec la politique nationale de lutte contre la cherté des carburants, des tables rondes ont été organisées localement par la préfecture avec l'ensemble des partenaires du dossier. Ces négociations ont abouti à un accord sur les prix du supercarburant et du gazole. Ainsi, les pétroliers ont consenti à une baisse de 3 centimes d'euro par litre pour le sans-plomb et l'opérateur de stockage a proposé de réduire de 1 centime par litre ses frais de passage. A cette baisse s'ajoute un effort de l'État de 2 centimes par litre, permettant au total un recul de 6 centimes par litre, comme en France métropolitaine. Sur le gazole, qui reste moins cher qu'en métropole, les pétroliers et l'État ont réalisé un effort conjoint de 2 centimes par litre.

Après un gel des prix des carburants entre début avril et fin juin soutenu par la Région Réunion, cet accord a permis de limiter les hausses à 6 centimes par litre pour le sans-plomb et à 3 centimes pour le gazole (contre respectivement + 12 centimes et + 6 centimes initialement prévu par le décret de détermination des prix des hydrocarbures). Au contraire des autres régions d'Outre-mer, La Région Réunion n'a pas participé à ce nouvel effort de modération des prix.

Résultat en retrait pour la Banque de La Réunion au 1^{er} semestre 2012

La Banque de La Réunion (BR) a dégagé un résultat net de 7,2 millions d'euros au premier semestre 2012 contre 10,7 millions d'euros sur la même période en 2011. Ce recul s'explique essentiellement par la hausse du coût du risque (+ 3,5 millions d'euros entre fin juin 2011 et fin juin 2012), dans un contexte économique tendu.

Parallèlement, le produit net bancaire progresse de 3 %, pour s'établir à 44 millions d'euros. Les revenus sont soutenus par l'augmentation de la marge nette d'intérêts, tandis que les commissions diminuent, conséquence de la politique de baisse tarifaire mise en œuvre par la BR.

Jean-Luc Marx, nouveau préfet de La Réunion

Jean-luc Marx a pris ses nouvelles fonctions de préfet de la région Réunion le 27 août 2012. L'ancien préfet de l'Allier remplace Michel Lalande, nommé préfet du Calvados, préfet de la région Basse-Normandie.

Mise en chantier du futur hypermarché Leclerc à Saint Leu

Les travaux du futur hypermarché Leclerc de la Zac Portail à Saint-Leu doivent débuter en septembre 2012. Ce nouveau centre commercial de 3 000 m² accueillera une centrale photovoltaïque d'une puissance de 1 MGW. Le montant total de l'opération s'élève à 42 millions d'euros et la livraison de l'ensemble est prévue au 3^e trimestre 2014.

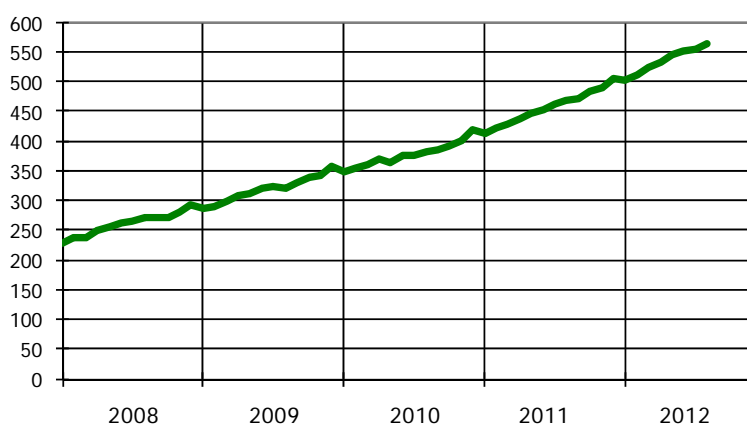
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes

A fin août, les émissions nettes de billets progressent de 9 millions d'euros sur le mois (soit +1,6 % après +0,7 % le mois précédent) et s'établissent à 564,9 millions d'euros. En volume, les émissions nettes de billets suivent une tendance comparable : +1,5 %, après -0,3 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'agence IEDOM de Mayotte s'établit à 10,3 millions au 31 août 2012, dont 73 % sont constitués de la coupure de 50 € (67 % de la valeur globale de l'émission nette de billets). La progression de l'émission nette de billets ayant évolué dans des proportions sensiblement identiques en nombre et en valeur, la valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île évolue peu (+0,06 €), à 54,8 € au 31 août.

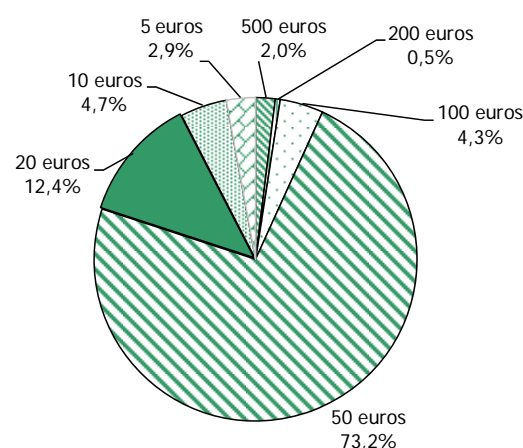
Emissions nettes cumulées de billet au 31 août 2012

En millions d'euros



Source : IEDOM

Répartition des billets en nombre au 31 août 2012



Source : IEDOM

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

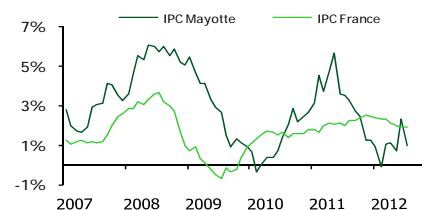
Revenus-Prix

En juillet 2012, l'indice des prix à la consommation à Mayotte est en baisse de 0,5 % après une augmentation de 0,2% au mois de juin.

Selon l'INSEE, cette diminution s'explique principalement par la baisse du prix des produits manufacturés (-1,4%), qui pour la plupart ont bénéficié de promotions pendant le mois du ramadan. Ainsi, les prix du poste « Habillement et chaussures » baissent de 3,8%, ceux des postes « Audiovisuel, photo et informatique » de 2,4% et ceux des postes « Véhicules » de 1,8%. Les prix de la « Papeterie et presse » augmentent de 1,2% et ceux des « Produits alimentaires et boissons » de 0,1%.

En glissement annuel, l'indice général des prix à la consommation est en progression de 1,0 %.

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)



Source : INSEE
Base 100: année 2006

Un décret, daté du 20 août 2012 et publié au Journal officiel le 22 août, rend applicable la mesure de la réglementation de la bouteille de gaz. Désormais, ce décret permet au Préfet de fixer, par arrêté, le prix maximum de la bouteille de gaz et la marge maximale des fournisseurs. Ainsi, le Préfet a pris un arrêté fixant à 26€ le prix maximum de la bouteille de gaz de 12 kg à compter du 1^{er} septembre.

Electricité De Mayotte annonce une hausse des prix du Kwh de l'ordre de 2%, à la suite de l'arrêté ministériel du 20 juillet 2012 relatif aux tarifs réglementés de vente de l'électricité. Depuis 2007, les prix pratiqués à Mayotte sont alignés sur ceux de la Métropole.

Education

Près de 85 000 élèves ont fait la rentrée sous la houlette d'un nouveau vice-recteur, Mr François COUX.

L'allocation de rentrée scolaire a été revalorisée à hauteur de 25%. Cette revalorisation s'inscrit dans le cadre du rattrapage équilibré des prestations sociales prévu sur 4 ans afin d'aligner les taux applicables à Mayotte sur ceux de la Métropole au 1er janvier 2015.

Le nouveau Centre Universitaire de Formation et de Recherche de Dombéni (CUFR) a effectué sa première rentrée en septembre. L'établissement a accueilli 1 100 étudiants.

Visite

Sur demande des ministres des affaires étrangères, de l'intérieur et des Outre-mers, Mr Alain CHRISTNACHT, Conseiller d'état, s'est rendu en mission à Mayotte du 28 août au 3 septembre afin d'évaluer et analyser la situation de l'immigration clandestine. L'objectif est de proposer des solutions durables pour mettre fin à l'immigration de masse et améliorer les conditions de vie des étrangers. La mission à Mayotte a été suivie d'un séjour de 3 jours à Moroni pour y rencontrer l'ambassadeur de France aux Comores.

Transport aérien

- La compagnie Inter-Iles a développé sa flotte et s'est dotée d'un nouvel appareil de 30 places. Il est destiné à assurer des liaisons entre les îles de l'archipel des Comores, mais aussi des vols vers la côte est de l'Afrique, à raison de 12 vols régionaux par semaine.
- Un mois après l'annonce d'une ouverture de liaison aller-retour entre Marseille et Mayotte (avec une escale technique à La Réunion au retour), les dirigeants de la compagnie XL Airways ont fourni les détails de la desserte. Il s'agira d'un vol low-cost long courrier, à un prix d'appel de 599 €, assuré par un Airbus A 330-200 de 364 sièges, dont 343 en classe économique. Il assurera un vol par semaine, le lundi soir de Marseille vers Mayotte, et le mardi de Mayotte vers Marseille via La Réunion. Le premier vol se posera à Dzaoudzi le 11 décembre 2012.

Tourisme

- Le nombre de passagers à destination de Mayotte transitant par La Réunion est en baisse de 13,5%. Cette diminution est due principalement au prix des billets, mais aussi au nombre de vols transitant par La Réunion, inférieur à celui de 2011 à la même période.
- Faisant suite à la création de l'association VIO (Vanilla Island Organisation) au mois de juillet, les partenaires des Iles Vanilles se sont réunis les 22 et 23 août 2012 à La Réunion. L'objectif était d'arrêter les axes stratégiques d'orientation, définir le plan d'actions ainsi que le budget de l'association pour l'année prochaine.

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		juil-12	115,9	-0,5%	1,0%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		juin-12	6 866	-24,7%	24,3%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-12	28 932	-4,9%	-5,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	juin-12	151 876	23,5%	-11,2%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	juin-12	610	-35,9%	42,6%
		cumulées	juin-12	3 478	21,3%	-1,4%
	Taux de couverture	mensuels	juin-12	2,11%	-1,02 pt	0,72 pt
		cumulés	juin-12	2,29%	-0,04 pt	0,23 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroporuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	juin-12	428	3,1%	-0,5%
		cumulés	juin-12	2 147	-	-22,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	juin-12	20 007	2,9%	-9,1%
		cumulés	juin-12	120 402	-	-4,4%
	Fret et envois postaux (en tonnes)	mensuels	juin-12	33,4	19,0%	-5,8%
	(départs)	cumulés	juin-12	166,5	-	-78,6%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	juin-12	4 494	8,6%	-63,6%
		cumulées	juin-12	3 285	-	93,4%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		juin-12	37 785	0,2%	2,8%
	Consommation (en Mwh)	mensuelles	juin-12	23 242	18,8%	48,2%
		cumulées	juin-12	181 803	-	2,2%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	juin-12	9 101	-2,8%	7,8%
		cumulée	juin-12	28 231	-	-48,8%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	juin-12	4,3	119,2%	-34,2%
		cumulés	juin-12	6,8	-	-75,8%
	- en milliers euros	mensuelles	juin-12	31,2	110,5%	-20,0%
		cumulées	juin-12	50,4	-	-71,1%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,75%	11/07/2012
Taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/11)				
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	2,25%	2,25%	2,75%	2,50%	1,50%

* hors prime d'Etat

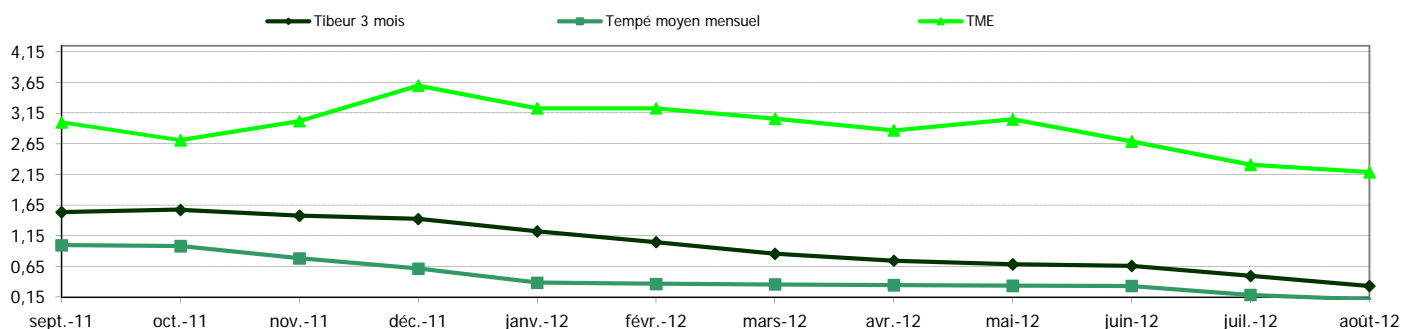
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Août 2012)				
	Mai	Juin	Juillet	Août	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
	0,3370%	0,3333%	0,1864%	0,1104%	0,1320%	0,3340%	0,6080%	0,8790%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)				
	Mai	Juin	Juillet	Août	Mai	Juin	Juillet	Août
	2,79%	2,69%	2,31%	2,19%	2,99%	2,89%	2,51%	2,39%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2012)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	14,07%
Prêts à taux fixe	6,36%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €	11,23%
Prêts à taux variable	5,81%	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts-relais	6,32%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,01%
Autres prêts		Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	4,63%
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	20,25%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	6,20%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,24%	Découverts en compte (1)	13,53%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	16,40%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,01%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	16,88%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	14,04%	Découverts en compte (1)	13,53%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

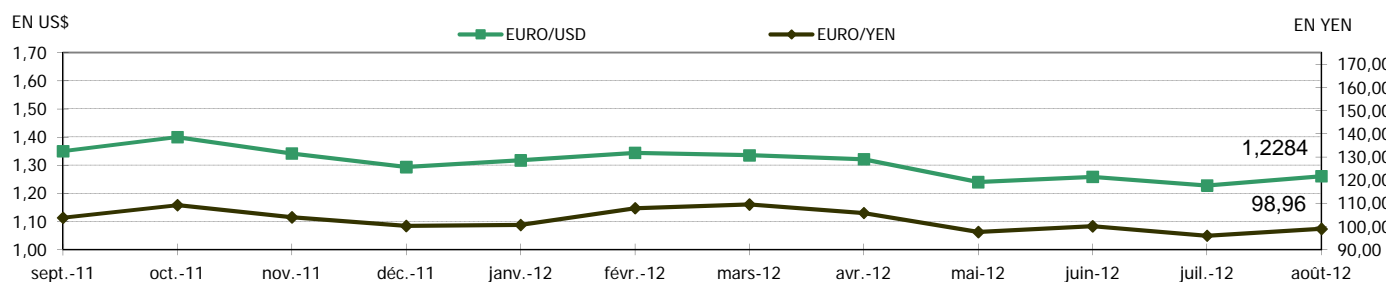
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2611	EURO/ZAR (Afrique du sud)	10,6152	EURO/SRD (Surinam)	4,14970
EURO/JPY (Japon)	98,9600	EURO/BWP (Botswana)	9,76310	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,25090
EURO/CAD (Canada)	1,2487	EURO/SCR (Seychelles)	16,4101	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,3622
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,79530	EURO/MUR (Maurice)	38,2902	EURO/BBB (La Barbade)	2,51500
EURO/SGD (Singapour)	1,5746	EURO/BRL (Brésil)	2,5804	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,03000
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,7806	EURO/VEF (Vénézuéla)	5,40050	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2870,1869	EURO/XCD (Dominique)	3,3952	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 25 septembre 2012 - Dépôt légal : septembre 2012 - ISSN 1284-4438